

Les qualités qui ont fait élire Emmanuel Macron sont-elles paradoxalement celles qui en font le moins bien placé pour réformer ?



Réformer le pays n'est pas une mince affaire, même quand on a été élu pour ça. Etre un bon technocrate ou un bon banquier d'affaire ne rend pas la tâche du président Emmanuel Macron facile, loin de là.

Avec Edouard  
Husson

**Atlantico : Si l'ambition présidentielle d'Emmanuel Macron a toujours été portée par une volonté de "réformer" le pays, ne peut-on pas voir, paradoxalement, dans le profil du président des caractéristiques qui pourraient en faire le "moins bien placé" pour y parvenir, et à comprendre le pays ? En quoi son approche tantôt qualifiée de technocratique, tantôt de banquier d'affaire, selon une ligne idéologique conforme à celle portée par la Cour des Comptes pourrait-elle se révéler être un véritable handicap pour parvenir à réaliser la tâche alors que le pays y semble plus prêt qu'il ne l'était en 1995 ?**

**Edouard Husson :** Emmanuel Macron fait beaucoup penser à Mikhaïl Gorbatchev. La haute fonction publique française, avec en son cœur l'Inspection des Finances, dont Emmanuel Macron est issu, connaît parfaitement les impasses de la politique menée depuis plusieurs décennies. Il est fascinant de relire nombre de rapports officiels ou semi-officiels des années 2014-2015, qui précèdent l'émergence de Macron, par exemple les textes du CAE. On y lit noir sur blanc les difficultés de la zone euro et le choix qui est souhaité, à la fois, d'accélérer la fédéralisation de la zone euro tout en mettant en place un système de redistribution financière vers l'Europe du Sud. C'est en gros ce programme qu'Emmanuel Macron a présenté avant son élection. Et qu'il essaie de faire accepter par une Allemagne peu enthousiaste. Au cœur du système, on connaît les failles du système - exactement comme dans le KGB de Youri Andropov à la fin des années Brejnev. Pour essayer de régénérer le communisme, les dirigeants soviétiques poussèrent un quinquagénaire énergique, bourreau de travail et capable de faire bouger l'image du pays à l'extérieur. La nomenklatura française a fait la même chose pour sauver sa grande dystopie, la zone euro gérée selon les règles du monétarisme allemand. Le moins que l'on puisse dire c'est que, pour l'instant Emmanuel Macron remplit parfaitement la mission qui est la sienne. Comme Gorbatchev, l'élève a largement dépassé ses mentors, il a pris son autonomie, il a été jusqu'à récemment dans une sorte d'état de grâce qui a largement dépassé « les cent jours ». Si l'on élargit la perspective historique, Macron correspond à une vieille expérience historique: un insider a plus de pouvoir de conviction pour faire bouger les choses qu'un outsider, aussi brillant soit-il. C'est la supériorité de Macron sur Sarkozy.

**Quels sont également les risques de voir Emmanuel Macron rechercher la confrontation, avec les**

---

**syndicats, la SNCF, les mouvements jeunes, selon une logique de rapports de force. Si la volonté de réformer peut-être ici saluée, quels sont les risques de faire basculer une telle ambition sur une dimension plus personnelle allant jusqu'au narcissisme dont le président est régulièrement accusé ?**

Je crois qu'il ne faut pas inverser les facteurs. Macron a reçu un mandat du peuple, dont une majorité d'électeurs l'a porté à la présidence; et lui a donné une large majorité à l'Assemblée. Que l'extrême gauche essaie de se refaire une santé et mobilise les siens sur différents objectifs, avec une dimension de violence provocatrice, c'est dans sa raison d'être. Que certains syndicats veuillent faire de la réforme de la SNCF une cause symbolique, quoi de plus attendu? Doit-on pour autant reprocher à Macron de s'apprêter à tenir sa ligne? Il ne ferait que renouer avec la ligne de Nicolas Sarkozy, qui a toujours résisté au chantage de la rue. La vraie question est ailleurs. La grande différence entre Sarkozy et Macron d'un côté et le Général de Gaulle de l'autre, c'est que les réformes des premiers ne correspondent pas à un programme défini d'abord en fonction de l'intérêt du pays mais en fonction d'un agenda européen, où il y a du bon et du moins bon. Le grand drame de la France, depuis la révolution, c'est qu'à part quelques trop brèves périodes - Louis-Philippe, Napoléon III, de Gaulle essentiellement - les milieux dirigeants français se méfient de leur peuple; ils sont atteints, à droite, par le syndrome des émigrés - s'appuyer sur l'étranger pour faire passer sa politique - ou des jacobins - passer en force quel que soit le coût humain. La mise en place de l'euro a été vue par les milieux dirigeants français - syndrome des émigrés - comme un moyen de faire passer des réformes qu'on estimait impossibles à imposer sur le plan intérieur; et l'échec programmé de l'euro conduit non pas à une pause ou un changement de cap - mais à une accélération de la fédéralisation de la zone euro et de toutes les réformes voulues par l'Europe. Il est là le problème de Macron. Plusieurs des réformes qu'il fait passer sont nécessaires mais il ne le fait pas dans un cadre gaullien, d'intérêt supérieur du pays; il le fait dans le cadre contraint d'une politique monétaire mauvaise pour le pays. Plutôt que Gorbatchev, on préférerait pouvoir le comparer à Deng Xiao Ping: on aimerait que le pragmatisme l'emporte à la prochaine crise de la zone euro.

**Quels sont également les risques de voir Emmanuel Macron perdre le soutien de ses troupes, ou au moins d'être confronté à des résistances internes au mouvement, dans un contexte où certains membres de LREM font part de leur désarroi face à ce qu'ils appellent le "carpet bombing" ou le trop plein de réformes qui menace la cohérence et la clarté de l'ensemble de l'action ?**

Il faut souhaiter à Macron que l'on puisse un jour traiter ses troupes de « grognards ». Les soldats de Napoléon étaient connus pour récriminer en permanence tout en se réjouissant, après coup, des victoires. Que veulent les députés de LREM, que leur grand homme abandonne ce qui a fait ses succès politiques jusqu'ici, la rapidité d'exécution, l'effet de surprise, l'absence de répit laissée à ses adversaires? Le défi n'est pas là, de mon point de vue. Il surgira au plus tard après les élections européennes de 2019: quand il sera devenu évident que l'Union Européenne - et en particulier la zone euro - ne sont pas sauvables sans en changer profondément les règles, Emmanuel Macron saura-t-il amorcer un tournant gaullien? Garder son énergie et son goût de la réforme mais en les appliquant mieux? Le grand défi à venir, c'est d'inverser le funeste tournant de 1983, lorsque François Mitterrand, s'est trompé de politique. Evidemment qu'à l'époque il fallait mettre fin au doux rêve néo-keynésien des années 1981-1983; mais la voie était tracée, celle du pragmatisme monétaire sur un modèle britannique ou américain. Au lieu de cela, Mitterrand, mal conseillé par Delors et l'Inspection des Finances, décida de revenir à la politique de Raymond Barre, celle précisément qui avait été rejetée en 1981 et était la cause de son élection; cette même politique que Mitterrand, le plus funeste de nos dirigeants, a verrouillée une deuxième fois en faisant l'euro malgré la réunification allemande. Il faudra bien entendu continuer à réduire les dépenses de l'Etat que, parallèlement, on s'attachera à déconcentrer bien plus qu'aujourd'hui. Mais toutes ces réformes ne pourront réussir que si elles ont accompagné d'une grande politique d'investissements - il faut être bien plus audacieux que le Plan d'Investissements d'Avenir de Sarkozy. Pour que ce soit possible, il faudra bien inventer les moyens d'une nouvelle flexibilité monétaire; et cela ne se fera pas si Macron refuse d'envisager la possibilité que l'euro éclate si la nécessaire réforme de la zone euro n'aboutissait pas. Le meilleur moyen de réussir une réforme c'est de convaincre partenaires et adversaires que l'on est prêt à brûler ses vaisseaux plutôt que de revenir au système d'avant.